

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

---

16 AOÛT 2010

---

## Proposition de résolution portant création d'une base de données nationale, accessible au public, des œuvres d'art et antiquités volées

(Déposée par M. Bart Tommelein  
et Mme Martine Taelman)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de résolution reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 14 janvier 2010 (doc. Sénat, n° 4-1597/1 - 2009/2010).

#### 1. Introduction

Nous ne disposons pas de chiffres précis sur les vols d'œuvres d'art et d'antiquités en Belgique. À l'échelle mondiale, ce type de criminalité représenterait un préjudice global de l'ordre de 1,5 à 3 milliards d'euros par an. Notons que cette somme ne représente que la partie émergée de l'iceberg, de nombreux vols de ce type n'étant pas déclarés.

Selon un reportage de la VRT, la Belgique serait une plaque tournante pour le trafic d'œuvres d'art volées. Les caves du Palais de Justice de Bruxelles sont un véritable musée abritant des collections entières d'œuvres d'art volées ou contrefaites saisies par les services compétents.

Pour l'année 2008, l'*Art Research Team* fait état de 200 faits enregistrés. Tous les faits de vol d'œuvres d'art sont centralisés au sein de ce service de la direction générale du pilier judiciaire de la police fédérale. Leur nombre tournerait chaque année autour de 250 à 300. Malheureusement, tous les vols d'œuvres d'art et d'antiquités ne sont pas enregistrés.

# BELGISCHE SENAAAT

---

BUITENGEWONE ZITTING 2010

---

16 AUGUSTUS 2010

---

## Voorstel van resolutie ter oprichting van een nationale publiek toegankelijke databank voor gestolen kunst en antiek

(Ingediend door de heer Bart Tommelein  
en mevrouw Martine Taelman)

---

### TOELICHTING

---

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 14 januari 2010 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1597/1 - 2009/2010).

#### 1. Inleiding

Exacte cijfers over Belgische kunstcriminaliteit ontbreken; ruw geschat wordt wereldwijd voor 1,5 tot 3 miljard euro aan kunst en antiek gestolen per jaar, het topje van de ijsberg, want veel van die diefstallen worden niet aangegeven.

België blijkt luidens een reportage van de VRT een draaischijf te zijn voor gestolen kunst. De kelders van het Brusselse Justitiepaleis vormen een waar museum van teruggevonden gestolen en vervalste kunst.

In 2008 waren er 200 geregistreerde feiten (bron: het *Art Research Team*). Op die dienst van de Federale Gerechtelijke directie worden alle feiten van kunst-diefstallen gecentraliseerd. Jaarlijks zou het gaan om 250 tot 300 feiten. Jammer genoeg worden niet alle diefstallen van kunst en antiek geregistreerd.

Néanmoins, à une seule exception près, il est à présent possible de relever davantage de constantes. Par exemple, 2006 a été l'année des vols commis dans les châteaux, mais les statistiques se sont entre-temps normalisées à ce sujet. Les grandes propriétés situées dans des parcs sont encore régulièrement la cible de cambrioleurs, surtout en Wallonie. Une nouvelle tendance se dégage à cet égard : depuis peu, certaines bandes focalisent toute leur attention sur les objets d'art.

Le nombre de vols dans les églises reste constant, mais se maintient à un niveau élevé. En moyenne, un vol est commis dans une église toutes les semaines et demie. Souvent, le méfait n'est découvert que tardivement, si tardivement que l'on pense qu'il ne vaut plus la peine de le déclarer.

La plupart du temps, les voleurs spécialisés disposent de canaux de vente menant généralement à l'étranger. C'est ainsi que les œuvres d'art volées sur le sol belge se retrouvent en majeure partie au-delà de nos frontières. Un membre de l'*Art Research Team* a récemment souligné que les collaborateurs de l'équipe mettaient généralement la main sur des objets étrangers.

Au dam du monde de l'art, notre pays ne dispose pas d'une base officielle de données policières répertoriant les œuvres d'art volées. Les victimes de ce genre de méfaits n'ont d'autre recours que de s'adresser à des particuliers, tels que l'*Art Loss Register* (ALR), qui répertorie les œuvres d'art disparues, moyennant une petite rémunération. Entre 15 000 et 20 000 objets d'art sont enregistrés dans l'ALR.

L'amour de l'art et des belles choses est très répandu dans notre pays : les Belges sont connus pour être de fins connaisseurs d'art et d'incorrigibles collectionneurs. Afin de mieux protéger les collectionneurs et amateurs d'art, la présente proposition vise à créer une base de données centralisée qui permettrait un meilleur repérage des œuvres d'art volées.

Une base de données tenue à jour pourrait incontestablement aider les services de police à résoudre les dossiers de vols d'œuvres d'art. Par ailleurs, à l'heure actuelle, les services de police ne mènent pas activement campagne pour comparer la base de données avec l'offre des marchands d'art et des salles de vente. En outre, les auteurs sont convaincus que la base de données aura un effet préventif et découragera les vols d'œuvres d'art.

## **2. L'enregistrement des œuvres d'art volées dans une perspective internationale**

Une multitude de bases de données contenant des informations sur des œuvres d'art volées ont peu à peu

Op een enkele uitzondering na vallen er wel meer constanten op. Zo was 2006 het jaar van de kasteeldiefstallen. Die opstoot is ondertussen weer genormaliseerd. Vooral in Wallonië zijn er nog regelmatig inbraken in grote landhuizen in parken. Daar tekent zich een nieuwe tendens af. Sinds kort focussen bendes resoluut op de kunstvoorwerpen.

Kerkdiefstallen blijven constant, maar wel hoog. Gemiddeld is er elke anderhalve week een kerkdiefstal. Vaak wordt die laat opgemerkt, zo laat dat men het niet meer de moeite vindt om de diefstal aan te geven.

Gespecialiseerde dieven beschikken meestal wel over verkoopkanalen die doorgaans naar het buitenland leiden. Het gevolg is dat kunst van Belgische bodem overwegend over de grens wordt aangetroffen. Een lid van het *Art Research Team* stelde onlangs dat zij meestal de hand leggen op buitenlandse objecten.

Tot verdriet van de kunstwereld kent ons land geen officiële politiedatabase voor gestolen kunst. Gedupeerden moeten het doen met private partijen zoals onder meer het *Art Loss Register* (ALR), die verdwenen kunst tegen een kleine vergoeding rubriceren. Bij het ALR zijn tussen de 15- en 20 000 kunstvoorwerpen geregistreerd.

Belgen zijn verwoede verzamelaars en gereputeerde kunstkenner. Liefde voor kunst en mooie dingen zijn hier wijdverspreid. Teneinde de verzamelaars en kunstliefhebbers beter te beschermen wil dit voorstel een gecentraliseerde databank invoeren en dit met het oog op een betere opsporing van de gestolen kunst.

Het is duidelijk dat een up-to-date database voor politiediensten een rol kan vervullen bij het oplossen van kunstdiefstallen. Politiediensten voeren overigens momenteel geen actief beleid in het matchen van de database met het aanbod van handelaars en veilinghuizen. Indieners zijn er tevens van overtuigd dat de databank preventief zal werken en kunstdiefstallen zal ontmoedigen.

## **2. Registratie gestolen kunst vanuit internationaal perspectief**

Er is zo langzamerhand internationaal een veelheid aan databases met informatie over gestolen kunst

vu le jour dans le monde. Des bases de données non accessibles au public de services de police nationaux et internationaux côtoient quelques sites commerciaux auxquels les particuliers (donc également les négociants) peuvent recourir moyennant rémunération, les plus célèbres étant l'*Art Loss Register* et *Trace*, tous deux établis en Angleterre. L'*Art Loss Register* dispose également d'implantations à New York et à Saint-Petersbourg, ainsi que d'un centre logistique en Inde.

Interpol, qui dispose de la deuxième plus grande base de données sur les œuvres d'art volées, déplore depuis des années que les services de police nationaux ne prêtent pas suffisamment attention au signalement des œuvres d'art qui ont été dérobées. L'organisation déploie pourtant de nombreux efforts pour garantir l'accessibilité de la base de données. Des cédéroms répertoriant les œuvres d'art volées signalées sont édités depuis quelques années. Ils sont mis gratuitement à la disposition des services publics et sont accessibles aux particuliers contre le paiement d'un abonnement. Depuis peu (voir le point 5), le public peut consulter les bases de données en ligne à condition de s'être préalablement inscrit.

### **3. Conférence sur le trafic illicite de biens culturels — UE**

La nécessité de disposer, dans chaque État membre de l'UE, d'une base de données des biens culturels volés est une des principales conclusions de la conférence présidentielle européenne « *Illegal Trade* », consacrée à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, qui s'est tenue les 8 et 9 novembre 2004 à Rotterdam.

Europol serait actuellement en train d'élaborer des normes auxquelles devraient satisfaire les bases de données nationales sur les œuvres d'art volées.

Il paraît tout naturel d'intégrer les constatations d'Europol dans la définition finale du mode de correction et de gestion d'une base de données néerlandaise sur les biens culturels volés : un échange international de données revêt une importance cruciale, surtout en ce qui concerne les biens culturels volés.

### **4. Initiatives européennes en matière de biens culturels volés**

Le Conseil des ministres de la Justice et de l'Intérieur a invité la Commission européenne à rédiger, d'ici le 31 décembre 2010, un rapport répertoriant les différents instruments législatifs, lignes directrices et moyens opérationnels en matière de lutte contre le trafic illicite de biens culturels volés au sein de l'Union européenne.

ontstaan. Naast niet-publiek toegankelijke databases van nationale en internationale politiediensten zijn er enkele commerciële sites waar particulieren (ook handelaren dus) tegen betaling gebruik van kunnen maken. De bekendste hiervan zijn het *Art Loss Register* en *Trace*, beide gevestigd in Engeland. Het *Art Loss Register* heeft bovendien nog bijhuizen in New York en Sint Petersburg en heeft een logistiek centrum in India.

Interpol, die qua omvang de tweede grootste database gestolen kunst bezit, klaagt al jaren aan dat de nationale politiediensten onvoldoende zorgen voor het melden van gestolen kunst. Toch voert Interpol een zeer actief beleid om de database toegankelijk te maken. Sinds enkele jaren produceert men de cd's met gestolen kunst. Deze cd's zijn gratis beschikbaar voor overheidsdiensten en tegen betaling van een abonnement voor particulieren. Sinds kort (zie punt 5) zijn de databanken online te raadplegen door het publiek na registratie.

### **3. Conferentie over Illegale handel in cultuurgoederen — EU**

De noodzaak om in elke lidstaat van de EU een databank voor gestolen cultuurgoederen te hebben is een van de belangrijkste conclusies van de voorzitterschapsconferentie binnen de EU « *Illegal Trade* » die op 8 en 9 november 2004 in Rotterdam plaatsvond en was gewijd aan de bestrijding van de illegale handel in cultuurgoederen.

Europol zou thans standaarden ontwikkelen waaraan nationale databanken voor gestolen kunst zouden moeten voldoen.

Het ligt voor de hand de bevindingen van Europol te betrekken in de definitieve vaststelling hoe een Nederlandse databank voor gestolen cultuurgoed verbeterd en beheerd moet worden: zeker waar het gestolen cultuurgoederen betreft is een internationale uitwisseling van gegevens van cruciaal belang.

### **4. Europese initiatieven rond gestolen cultuurgoederen**

De Europese Commissie is door de Raad van ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken gevraagd om vóór 31 december 2010 een rapport op te stellen waarin de verschillende wetgevingsinstrumenten, richtsnoeren en operationele middelen op het gebied van de bestrijding van de illegale handel van in de Europese Unie gestolen cultuurgoederen in kaart worden gebracht.

La Commission a également été priée de formuler des propositions de mesures préventives de ce trafic.

Une piste de réflexion concerne la diffusion plus rapide et plus vaste, au sein des systèmes nationaux actuels, des informations relatives aux biens culturels dérobés. La présente résolution va en ce sens. On peut également renforcer la collaboration en échangeant de bonnes pratiques, par exemple en désignant des points de contact dans chaque État membre.

Il a été demandé à la Commission européenne d'associer Interpol à cette mission et de veiller à la mise en place de partenariats et d'une collaboration plus poussée entre les organes publics et privés concernés.

## 5. Interpol

Depuis septembre 2009, la base de données d'Interpol sur les œuvres d'art et antiquités volées est ouverte au public. Aux Pays-Bas, tout vol ou disparition d'œuvres d'art, d'antiquités ou de biens culturels entrant en ligne de compte est transmis à Interpol en vue d'un signalement international dans sa base de données «*Stolen Works of Art*». On ne voit pas clairement si notre pays collabore lui aussi à ce projet et s'il signale systématiquement les œuvres d'art volées sur le site web concerné, accessible et consultable à l'adresse : <http://www.interpol.int/Public/WorkOfArt/dbaccess.asp>.

Les quelques lignes suivantes, extraites d'une revue d'art internationale, font le point de la situation actuelle :

«*The international police organisation Interpol has made its database of stolen art available to access online.*

*Previously limited to the law enforcement community, the database became open to all interested users free of charge last month.*

*Auction houses, dealers and collectors, as well as museums and other public cultural bodies, will now be able to access the database of some 34,000 stolen objects after filling out an online application form* ». (1) ».

## 6. Les pays voisins

Des bases de données moins volumineuses sont gérées par les services de police nationaux en France, en Espagne et en Allemagne. Nombre d'entre elles sont exclusivement accessibles aux services d'ordre.

(1) <http://www.antiquestradegazette.com/news/7283.aspx>.

De Commissie is tegelijkertijd gevraagd met voorstellen te komen voor preventieve maatregelen inzake de illegale handel in cultuuroederen.

Gedacht wordt aan een snellere en ruimere verspreiding van informatie over gestolen cultuuroederen in de huidige nationale systemen. Hier speelt deze resolutie op in. Ook kan de samenwerking versterkt worden door het uitwisselen van good practices, bijvoorbeeld door middel van het aanwijzen van contactpunten in elke lidstaat.

De Europese Commissie werd aangezocht Interpol bij deze werkzaamheden te betrekken en ervoor te zorgen dat tussen de betrokken particuliere en publieke partijen partnerschappen en meer samenwerking komt.

## 5. Interpol

Interpol heeft sinds september 2009 zijn databank over gestolen kunst en antiek opengesteld voor het publiek. Elke daarvoor in aanmerking komende diefstal of verdwijning van kunst, antiek of cultuuroederen in Nederland wordt naar Interpol gestuurd voor internationale signalering in de Interpol-databank «*Stolen Works of Art*». Het is onduidelijk of ook ons land meewerkt aan dit project en diefstallen van kunst systematisch op deze webstek plaatst. De webstek is terug te vinden en te raadplegen op volgende site : <http://www.interpol.int/Public/WorkOfArt/dbaccess.asp>.

Volgende passage uit een internationaal kunsttijdschrift geeft de meest recente stand van zaken weer :

«*The international police organisation Interpol has made its database of stolen art available to access online.*

*Previously limited to the law enforcement community, the database became open to all interested users free of charge last month.*

*Auction houses, dealers and collectors, as well as museums and other public cultural bodies, will now be able to access the database of some 34,000 stolen objects after filling out an online application form* » (1) ».

## 6. Onze buurlanden

Kleinere databases worden bijgehouden door nationale politiediensten in Frankrijk, Spanje en Duitsland. Vele van deze sites zijn enkel toegankelijk voor de ordediensten.

(1) <http://www.antiquestradegazette.com/news/7283.aspx>.

Comme précisé précédemment, la plus grande base de données sur des œuvres d'art volées est celle des carabinieri italiens, l'Italie étant le seul pays à disposer d'un très vaste service de police spécialisé se consacrant entièrement à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels. Ce département des carabinieri compte plus de 200 policiers actifs sur différents sites. À Rome, une vingtaine de spécialistes travaillent à plein temps à la *maintenance* de la base de données.

Pour les auteurs, les Pays-Bas sont l'exemple à suivre en la matière. Le ministre néerlandais commente à commenté en ces termes la réalisation de la base de données sur les œuvres d'art volées qui a été créée dans son pays :

(traduction) « Vers la mi-décembre 2008, le KLPD (Corps national des services de police néerlandais) a procédé à la réception technique de la base de données (nationale). Cette base de données, qui sera perfectionnée au fur et à mesure de son utilisation, permet d'enregistrer et de consulter à la fois des images et des descriptions de biens culturels, d'œuvres d'art et d'antiquités.

Pour le moment, on est en train de collecter et de traiter non seulement les informations policières actuelles mais aussi celles des années précédentes, à commencer par les années 2007 et 2008.

Pour pouvoir alimenter la base de données, les corps de police sont amenés à multiplier les mesures concernant la collecte, le traitement et la saisie d'informations relatives à des biens culturels, des œuvres d'art et des antiquités. Les vols de biens culturels, d'œuvres d'art et d'antiquités sont généralement enregistrés sous la rubrique « cambriolages résidentiels ». Les retrouver constitue dès lors une tâche fastidieuse. Par ailleurs, d'autres conditions marginales d'un bon fonctionnement de la base de données ne sont pas encore remplies de manière satisfaisante.

La nouvelle organisation du service d'« information policière internationale » (IPOL) du KLPD prévoit trois équivalents temps plein pour le dossier « Œuvres d'art et antiquités ». Ces personnes ne forment pas une unité distincte mais elles sont affectées à la collecte et au traitement des informations relatives à la criminalité liée aux œuvres d'art et antiquités aux Pays-Bas. Elles sont également chargées d'appréhender et de cerner la problématique à l'échelle nationale.

En 2009, la priorité était de mettre au point la base de données à la disposition de la police. La prochaine étape consiste à examiner comment un dispositif autonome de consultation publique peut être mis en place sur la base d'informations issues de la base de données (1). ».

(1) <http://static.ikregeer.nl/pdf/KVR36314.pdf>.

De grootste database gestolen kunst is, zoals hoger aangehaald, die van de carabinieri in Italië, dat ook het enige land is met een zeer uitgebreide specialistische politiedienst welke zich geheel bezighoudt met de strijd tegen de illegale handel in cultuurgoed. Deze afdeling van de carabinieri heeft in diverse plaatsen meer dan 200 politiemensen actief. In Rome is een 20-tal specialisten fulltime bezig met het onderhoud van de database.

Nederland is wat de indieners betreft het te volgen voorbeeld. *Infra* een excerpt van de toelichting vanwege de bevoegde minister over de aldaar opgerichte databank gestolen kunst :

« Medio december 2008 is de (nationale) databank bij het KLPD technisch opgeleverd. Het is mogelijk om in de databank zowel afbeeldingen als beschrijvingen van cultuurgoederen, kunst en antiek op te nemen en te ontsluiten. De databank zal werkendeweg verder worden geperfectioneerd.

Op dit moment wordt zowel gewerkt aan het verzamelen en verwerken van actuele politie-informatie, als aan het verzamelen en verwerken van de politie-informatie van voorgaande jaren, te beginnen met 2007 en 2008.

Om de databank te kunnen voeden blijken bij de politiekorpsen meer maatregelen getroffen te moeten worden ten aanzien van het verzamelen, verwerken en invoeren van informatie over cultuurgoederen, kunst en antiek dan wij tevoren hebben ingeschat. Gestolen cultuurgoederen, kunst en antiek staan veelal geregistreerd onder de noemer « woninginbraken » en zijn daardoor lastig terug te vinden. Ook andere randvoorwaarden voor het goed functioneren van de database zijn nog onvoldoende ingevuld.

Binnen de nieuwe organisatie van de dienst Internationale Politie-informatie (IPOL) van het KLPD is voorzien in 3 fte (fulltime-equivalent) voor het onderwerp Kunst en antiek. Zij functioneren niet in een afgezonderde unit maar worden wel ingezet op het verzamelen en verwerken van informatie, op het krijgen van nationaal overzicht en inzicht in de kunst- en antiekcriminaliteit in Nederland en op de informatiecoördinatie terzake.

In 2009 heeft het opzetten van de databank ten behoeve van de politie prioriteit gehad. De volgende stap is om te bezien hoe een zelfstandige voorziening voor publieke raadpleging kan worden getroffen op basis van informatie uit de databank (1). ».

(1) <http://static.ikregeer.nl/pdf/KVR36314.pdf>.

## 7. Coût de la base de données des œuvres d'art volées

Les Pays-Bas se sont déjà penchés sur le coût de la mise sur pied d'une base de données répertoriant les œuvres d'art volées.

Les frais ponctuels non récurrents liés à la phase préparatoire au développement d'une base de données nationale opérationnelle sont estimés à environ 750 000 euros.

Quant aux frais structurels destinés à assurer le bon fonctionnement de la base de données, ils atteindront quelque 250 000 euros par an.

Les auteurs estiment que le coût pour notre pays se situera dans le même ordre de grandeur que le chiffre avancé par les Pays-Bas (1).

## 8. Conclusion

S'inspirant notamment des exemples italien et néerlandais, les auteurs appellent de leurs vœux la création d'une base de données à l'échelle nationale afin de faciliter l'identification des œuvres d'art dérobées à des musées et à des particuliers. À l'heure actuelle, l'origine des œuvres d'art et des antiquités n'est que très difficilement contrôlable. Les médias font état de musées mis en coupe réglée, mais les vols commis au détriment de particuliers représentent aussi plusieurs millions d'euros par an. Une base de données des œuvres d'art volées, qui serait consultable par les salles d'enchères, les négociants et les acquéreurs, faciliterait le repérage des pièces dérobées. Les auteurs estiment que la mise au point d'une telle base de données aurait également un effet préventif car les objets d'art volés se vendraient plus difficilement. Une base de données nationale bien exploitée servirait également les intérêts d'Interpol, à qui nous pourrions transmettre les données introduites dans notre base de données. Cette proposition anticipe également diverses initiatives qui seront prises prochainement par l'Europe.

L'Europe souhaite en effet soumettre les informations relatives aux biens culturels volés à une diffusion plus rapide et plus vaste au sein des systèmes nationaux actuels. Dans le but d'assurer le maintien de l'ordre et d'augmenter les chances d'appréhender les auteurs, la mise au point d'une base de données nationale des œuvres d'art volées constitue une première étape dans une diffusion de celles-ci à grande échelle en Europe et auprès d'Interpol.

Le registre en question doit être accessible non seulement à la police proprement dite, à la justice et aux douanes, mais aussi au grand public et notamment

(1) <http://www.minocw.nl/documenten/57919.pdf>.

## 7. Kostenplaatje databank gestolen kunst

Nederland heeft reeds de kost van het opzetten van een databank van gestolen kunst in kaart gebracht.

De eenmalige incidentele kosten die gemoeid zijn met de voorbereidingen voor het ontwikkelen van een goed lopende nationale databank worden geraamd op ongeveer 750 000 euro.

De structurele kosten voor het operatief houden van de databank zullen ongeveer 250 000 euro per jaar bedragen.

Indieners menen dat de kostprijs die door Nederland naar voor wordt geschoven ook in ons land van dezelfde grootte-orde zal zijn (1).

## 8. Besluit

Indieners willen naar onder meer het Italiaanse en het Nederlandse voorbeeld dat er op nationaal niveau een database wordt opgericht zodat gestolen kunst van musea en particulieren makkelijker kan worden opgespoord. Op dit moment is de herkomst van kunst en antiek nauwelijks controleerbaar. Grote kunstroven uit musea komen in het nieuws, maar jaarlijks wordt ook voor miljoenen van particulieren gestolen. Een database van gestolen kunst kan opsporing ervan makkelijker maken. Roepzalen, handelaren en kopers kunnen aldus de databank raadplegen. Indieners menen dat het ontwikkelen van dergelijke databank ook een preventieve werking zal hebben, daar gestolen kunst minder gemakkelijk zal kunnen worden verkocht. Interpol zou ook gebaat zijn met een goed gerunde nationale databank, daar we dan de gegevens die op onze databank worden geplaatst evenzeer aan hen kunnen doorgeven. Dit voorstel speelt ook in op diverse initiatieven die binnenkort vanuit Europa zullen komen.

Europa streeft immers naar een snellere en ruimere verspreiding van informatie over gestolen cultuurgoederen in de huidige nationale systemen. Voor de verbetering van de handhaving en verhoging van de pakkans is het opzetten van een nationale databank van gestolen kunst een eerste stap in de ruime verspreiding ervan binnen Europa en bij Interpol.

Het register moet niet enkel toegankelijk zijn voor de politie zelf, het gerecht en de douane doch ook voor het brede publiek waaronder de handelaren, de vei-

(1) <http://www.minocw.nl/documenten/57919.pdf>.

aux négociants, aux salles d'enchères et aux acheteurs privés. Les auteurs sont convaincus que la création de la base de données évoquée sera un pas important dans la lutte menée contre les voleurs d'art et leurs receleurs. Ils demandent la création d'une base de données afin de faciliter le repérage des œuvres d'art dérobées à des musées ou à des particuliers. Si les médias font état de musées mis en coupe réglée, rappelons que les vols commis au détriment de particuliers représentent aussi plusieurs millions d'euros par an.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

---

Le Sénat,

A. Considérant que les vols d'œuvres d'art et d'antiquités commis dans le monde représentent chaque année de 1,5 à 3 milliards d'euros;

B. Constatant que notre pays ne dispose pas d'une base officielle de données policières accessible au public sur les œuvres d'art volées;

C. Vu le coût du développement d'une base de données officielle, estimé à 750 000 euros de frais de lancement et 250 000 euros de frais de maintenance pour qu'elle reste opérationnelle;

D. Eu égard à la nécessité de disposer, dans chaque État membre de l'UE, d'une base de données sur les biens culturels volés, ce qui était l'une des principales conclusions de la conférence « *Illegal Trade* » organisée en 2004 sous la présidence néerlandaise;

E. Étant donné qu'une base de données actualisée à la disposition des services de police peut jouer un rôle déterminant dans l'élucidation des vols d'œuvres d'art et découragera ce type de méfaits;

F. Considérant qu'Europol est disposée à communiquer des normes auxquelles les bases de données nationales des œuvres d'art volées doivent satisfaire;

G. Étant donné qu'Interpol est elle-même demandeuse d'une communication systématique par les différents services de police nationaux, d'informations sur les œuvres d'art et antiquités volées, afin de pouvoir les intégrer dans sa propre base de données et les diffuser;

lingzalen en de particuliere kopers. Indieners zijn ervan overtuigd dat de oprichting van deze databank een belangrijke stap is in de strijd tegen de kunstdieven en hun helers. Indieners vragen de oprichting van een databank zodat gestolen kunst van musea en particulieren makkelijker kan worden opgespoord. Grote kunstroven uit musea komen in het nieuws, maar jaarlijks wordt ook voor miljoenen van particulieren gestolen.

Bart TOMMELEIN.  
Martine Taelman.

\*  
\* \*

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

---

De Senaat,

A. Overwegende dat er wereldwijd voor 1,5 tot 3 miljard euro kunst en antiek per jaar gestolen wordt;

B. Vaststellende ons land geen officiële en voor het publiek toegankelijk politiedatabank van gestolen kunst bezit;

C. Gelet op de kostprijs voor het ontwikkelen van een officiële databank welke begroot wordt op 750 000 euro opstartkosten en op 250 000 euro om ze operatief te houden;

D. De noodzaak indachtig om in elke lidstaat van de EU een databank voor gestolen cultuurgoederen te hebben, wat een van de belangrijkste conclusies was van de Nederlandse voorzitterschapsconferentie « *Illegal Trade* » in 2004;

E. Aangezien een up-to-date database voor politiediensten een doorslaggevende rol kan vervullen bij het oplossen van kunstdiefstallen en dit kunstdiefstallen zal ontmoedigen;

F. Overwegende dat Europol bereid is standaarden vrij te geven waaraan nationale databanken voor gestolen kunst zouden moeten voldoen;

G. In aanmerking nemend dat Interpol zelf vragende partij is om vanwege de respectieve nationale politiediensten op een systematische wijze informatie over gestolen kunst en antiek te verkrijgen om die in haar eigen databank op te nemen en te verspreiden;

H. Compte tenu du succès de l'expérience néerlandaise d'une base de données nationale accessible au public sur les œuvres d'art et antiquités volées;

I. Considérant que la Commission européenne a été priée de formuler des propositions de mesures préventives en matière de trafic illicite de biens culturels, l'accent étant mis notamment sur une diffusion plus rapide et plus vaste, au sein des systèmes nationaux actuels, des informations relatives aux biens culturels volés;

J. Convaincu qu'une base de données des œuvres d'art et antiquités volées contribuerait de manière substantielle à la préservation des biens culturels publics et privés,

Demande au gouvernement :

1. De créer une base de données centralisée des œuvres d'art et antiquités volées, qui serait facilement consultable en ligne tant par les services spécialisés que par le grand public;

2. D'assurer, une fois la base de données créée, la promotion nécessaire pour sensibiliser la population à l'importance de consigner un maximum d'informations sur les œuvres d'art et antiquités en sa possession, conformément aux normes convenues, afin de pouvoir fournir une description la plus précise possible de ces pièces dans la base de données centralisée si elles devaient un jour être dérobées;

3. De se concerter avec les acteurs du monde de l'art et des antiquités pour les encourager à consulter systématiquement cette base de données lorsqu'ils achètent un objet d'art ou une antiquité à une vente aux enchères.

4. De communiquer systématiquement à Interpol les données enregistrées dans la base de données centralisée afin qu'elles puissent être publiées dans la base de données «*Stolen Works of Art*» tenue par Interpol;

5. D'échanger, avec les pays voisins, des bonnes pratiques en vue de combattre et de prévenir les vols de biens culturels, de désigner un point de contact central chargé de l'échange d'informations avec les États membres de l'UE et d'établir des partenariats avec les organes publics et privés concernés.

20 juillet 2010.

H. Gelet op het succesvolle Nederlandse voorbeeld van een nationale publiek toegankelijke databank van gestolen kunst en antiek;

I. Overwegende dat de Europese Commissie gevraagd is met voorstellen te komen voor preventieve maatregelen inzake de illegale handel in cultuuroederen waarbij onder meer gepleit wordt voor een snellere en ruimere verspreiding van informatie van gestolen cultuuroederen in de huidige nationale systemen;

J. Ervan overtuigd dat een databank van gestolen kunst en antiek een substantiële bijdrage levert voor het vrijwaren van de cultuuroederen in openbaar en privébezit;

Vraagt de regering :

1. Een centrale databank voor gestolen kunst en antiek op te richten waarbij de gegevens gemakkelijk en online kunnen worden geraadpleegd door zowel de gespecialiseerde diensten als het brede publiek;

2. De nodige promotie te doen eenmaal de databank is opgericht om de bevolking te sensibiliseren om zoveel mogelijk informatie op te slaan betreffende de kunst en de antiek die ze in hun bezit hebben conform de afgesproken standaarden en dit met het oog op een zo exact mogelijke omschrijving van het desbetreffende voorwerp op de centrale databank mocht het ontvreemd worden;

3. Met de actoren uit de kunst en de antiekwereld te overleggen om hen ertoe aan te zetten deze databank systematisch te raadplegen bij aankoop op veiling van een kunstvoorwerp of een antiek stuk;

4. De gegevens die werden aangeleverd op de centrale databank systematisch door te geven aan Interpol met het oog op publicatie op de Interpol databank «*Stolen Works of Art*»;

5. «*Good practices*» uit te wisselen betreffende de bestrijding en de preventie van diefstal van cultuuroederen met de buurlanden en een centraal contactpunt aan te wijzen voor uitwisseling van informatie met de EU-lidstaten en partnerschappen af te sluiten met de betrokken particuliere en publieke partijen.

20 juli 2010.

Bart TOMMELEIN.  
Martine TAELEMAN.